

ANNEXES

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE I- Institutions ayant participé au processus d'élaboration du Rapport national du Cameroun au titre du deuxième cycle de l'Examen Périodique Universel 2013

ANNEXE II- Activités menées dans le cadre du Programme national d'éducation aux droits de l'homme au Cameroun

ANNEXE III- Carte judiciaire

ANNEXE IV : Activités de formation des personnels chargés de l'application de la loi

- **ANNEXE IV -1 : Activités de formation des personnels de la chaîne judiciaire depuis 2010**
- **ANNEXE IV-2: Récapitulatif de l'enseignement aux droits de l'homme au Commandement des écoles et centre d'instruction de la gendarmerie (CECIG) en 2011**

ANNEXE V : Etat des sanctions disciplinaires et des poursuites judiciaires des personnels chargés de l'application de la loi

- **ANNEXE V -1 : Etat des sanctions prononcées contre des personnels de la Gendarmerie nationale en 2009**
- **ANNEXE V-2 : Etat des poursuites contre les militaires et les gendarmes (2010)**
- **ANNEXE V-3 : Etat des poursuites devant les juridictions militaires (en 2011)**

ANNEXE VI : Statistiques des sanctions disciplinaires infligées aux fonctionnaires de police dans l'optique de promouvoir et protéger les droits de l'homme et d'assainir le corps de la Sûreté nationale

ANNEXE I : INSTITUTIONS AYANT PARTICIPE AU PROCESSUS D'ELABORATION DU RAPPORT NATIONAL DU CAMEROUN AU TITRE DU DEUXIEME CYCLE DE L'EXAMEN PERIODIQUE UNIVERSEL 2013

I- ATELIER DE PREVALIDATION GOUVERNEMENTALE (Yaoundé, le 20 novembre 2012)

1. Services du Premier Ministre ;
2. Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation ;
3. Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural ;
4. Ministère des Affaires Sociales ;
5. Ministère des Arts et de la Culture ;
6. Ministère du Commerce ;
7. Ministère de la Communication ;
8. Ministère chargé du Contrôle Supérieur de l'Etat ;
9. Ministère des Domaines, du Cadastre et des Affaires Foncières ;
10. Ministère de la Défense ;
11. Ministère de l'Eau et de l'Energie ;
12. Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire ;
13. Ministère de l'Education de Base ;
14. Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle ;
15. Ministère des Enseignements Secondaires ;
16. Ministère de l'Enseignement Supérieur ;
17. Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement Durable ;
18. Ministère des Finances ;
19. Ministère des Forêts et de la Faune ;
20. Ministère de la Fonction Publique et de la Reforme Administrative ;
21. Ministère de la Jeunesse et de l'Education Civique ;
22. Ministère de la Justice ;
23. Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain ;
24. Ministère chargé des Marchés Publics ;
25. Ministère de la Promotion de la Femme et de la Famille ;
26. Ministère de la Recherche Scientifique et de l'Innovation ;
27. Ministère de la Santé Publique ;
28. Ministère des Petites et Moyennes Entreprises, de l'Economie Sociale et de l'Artisanat ;
29. Ministère des Relations Extérieures ;
30. Ministère des Transports ;
31. Ministère des Travaux Publics
32. Ministère du Tourisme et des Loisirs ;
33. Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale ;
34. Cour Suprême
35. Délégation Générale à la Sûreté Nationale ;
36. La Gendarmerie Nationale ;
37. *Elections Cameroon (ELECAM) ;*

38. Commission Nationale Anti-Corruption ;
39. Conseil National de la Communication ;
40. Agence Nationale d'Investigation Financière.

II- JOURNEE DE CONSULTATION DES ORGANISATIONS DE LA SOCIETE CIVILE (Yaoundé, le 14 décembre 2012)

- 1- *More Women in Politics* ;
- 2- ADEJ ;
- 3- ASSEDIC ;
- 4- GREMPCO ;
- 5- APROSPEN ;
- 6- ANGSILP ;
- 7- ANOSILP ;
- 8- CREPS, Université de Yaoundé II ;
- 9- OCDS-Messa ;
- 10- ALUF, Antenne-Centre ;
- 11- ONDH ;
- 12- Justice-Cameroun ;
- 13- Femmes du Moungo ;
- 14- *Human Rights Cameroon* ;
- 15- Association CALBRIL ;
- 16- Association Caritative la 2^{ème} chance ;
- 17- Fondation Paul Ango Ela ;
- 18- REJADHL ;
- 19- *Centre for Human Rights and Peace Advocacy* ;
- 20- Réseau Camerounais des Organisations des Droits de l'Homme ;
- 21- COMICODI ;
- 22- Fondation Camerounaise Terre Vivante ;
- 23- *Child Care* ;
- 24- CEPROCUL ;
- 25- La Colombe- Douala ;
- 26- SYNATRUC ;
- 27- CRADEC-Edéa ;
- 28- MDDHL-Maroua ;
- 29- *Positive Generation* ;
- 30- Association Démocratie et Liberté ;
- 31- Relais Enfants Parents ;
- 32- RAPDH ;
- 33- Association pour la Promotion des Droits de l'Homme.

OBSERVATEUR : Centre des Nations Unies pour les Droits de l'Homme et de la Démocratie en Afrique Centrale (CNUDHD-AC)

III- ATELIER DE VALIDATION (Yaoundé, 8 janvier 2013)

A/ REPRESENTANTS DES MINISTERES ET DES STRUCTURES ADMINISTRATIVES

1. Services du Premier Ministre ;
2. Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation ;
3. Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural ;
4. Ministère des Affaires Sociales ;
5. Ministère des Arts et de la Culture ;
6. Ministère du Commerce ;
7. Ministère de la Communication ;
8. Ministère chargé du Contrôle Supérieur de l'Etat ;
9. Ministère des Domaines, du Cadastre et des Affaires Foncières ;
10. Ministère de la Défense ;
11. Ministère de l'Eau et de l'Energie ;
12. Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire ;
13. Ministère de l'Education de Base ;
14. Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle ;
15. Ministère des Enseignements Secondaires ;
16. Ministère de l'Enseignement Supérieur ;
17. Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement Durable ;
18. Ministère des Finances ;
19. Ministère des Forêts et de la Faune ;
20. Ministère de la Fonction Publique et de la Reforme Administrative ;
21. Ministère de la Jeunesse et de l'Education Civique ;
22. Ministère de la Justice ;
23. Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain ;
24. Ministère chargé des Marchés Publics ;
25. Ministère de la Promotion de la Femme et de la Famille ;
26. Ministère de la Recherche Scientifique et de l'Innovation ;
27. Ministère de la Santé Publique ;
28. Ministère des Petites et Moyennes Entreprises, de l'Economie Sociale et de l'Artisanat ;
29. Ministère des Relations Extérieures ;
30. Ministère des Transports ;
31. Ministère des Travaux Publics
32. Ministère du Tourisme et des Loisirs ;
33. Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale ;
34. Délégation Générale à la Sûreté Nationale ;
35. La Gendarmerie Nationale ;
36. Direction Générale Recherche Extérieures
37. Agence Nationale des Technologies de l'Information et de la Communication;
38. Institut National de la Statistique ;
39. Mission d'Aménagement des Espaces Territoriaux Urbains et Ruraux ;

- 40. Société Immobilière du Cameroun ;
- 41. Agence de Régulation du Secteur de l'Electricité ;
- 42. Agence de l'Electrification Rurale ;
- 43. Commission Nationale Anti-Corruption ;
- 44. Confédération Syndicale des Travailleurs Camerounais ;
- 45. Fonds National de l'Emploi ;
- 46. Agence Nationale d'Investigation Financière ;
- 47. Programme National de Gouvernance ;
- 48. Mission de Régulation et d'Approvisionnement des Produits de Grande Consommation ;
- 49. Conseil National de la Communication ;
- 50. *Elections Cameroon* ;
- 51. Commission Nationale des Droits de l'Homme et des Libertés ;
- 52. Caisse Nationale de Prévoyance Sociale.

B- REPRESENTANTS DES JURIDICTIONS

- 53. Représentant du Premier Président de la Cour Suprême ;
- 54. Représentant du Procureur Général près la Cour Suprême.

C- ORGANISATIONS DE LA SOCIETE CIVILE

- 55. IFCD;
- 56. CED ;
- 57. Union Nationale des Associations des Personnes Handicapées du Cameroun (UNAPHAC) ;
- 58. *Mbororo Social, Cultural and Development Association*;
- 59. *African Action on Aids* ;
- 60. Plate Forme DESC-CAM ;
- 61. ACAFEJ ;
- 62. Afrique Future ;
- 63. CGI/IGC ;
- 64. CEPCA ;
- 65. ACIC ;
- 66. LEFE ;
- 67. Nouveaux Droits de l'Homme-Cameroun ;
- 68. ACAT-Cameroun ;
- 69. Ordre National des Avocats ;
- 70. *More Women in Politics*;
- 71. ALUF Antenne - Centre ;
- 72. Association CALBRIL ;
- 73. Réseau Camerounais des Organisations des Droits de l'Homme;
- 74. Relais Enfant Parent ;
- 75. *Positive Generation*.

ANNEXE II : Activités menées dans le cadre du Programme National d'Education aux Droits de l'Homme au Cameroun

Dans le souci de répondre à l'appel des deux décennies des Nations Unies sur l'éducation aux droits de l'homme, la Commission Nationale des Droits de l'Homme et des Libertés du Cameroun (CNDHL), les Ministères de l'Education de Base (MINEDUB), des Enseignements Secondaires (MINESEC) et d'autres Départements ministériels et institutions qui œuvrent pour l'éducation au Cameroun, ont entrepris depuis 2004 d'élaborer un Programme National d'Education aux Droits de l'Homme.

Avec l'appui financier du PNUD et la contrepartie du Gouvernement (MINEPAT), cette initiative a débouché sur la production de manuels à l'usage de l'enseignant, la formation des enseignants ainsi que la mise sur pied d'une phase pilote dudit programme. De manière récapitulative, les actions majeures de cette initiative sont les suivantes :

- **2004-2006** : Elaboration en français et en anglais du Cahier Pédagogique pour l'éducation aux droits de l'homme
 - **9-11 juin 2004** : Atelier de pré validation du Cahier Pédagogique pour l'éducation aux droits de l'homme ;
 - **7-9 février 2006** : Atelier de validation du Cahier Pédagogique pour l'éducation aux droits de l'homme ;
 - **18-19 et 20-21 décembre 2006** : Formation des formateurs cent (100) Inspecteurs de Pédagogie Nationaux du MINEDUB et du MINESEC à l'utilisation du Cahier Pédagogique pour l'éducation aux droits de l'homme ;
- **23-25 novembre 2007** : Elaboration des Modules pour l'utilisation du Cahier Pédagogique et choix des 80 établissements Pilotes dans les dix (10) régions du pays ; soit 30 pour le Secondaire et 50 pour le Primaire à raison de trois (3) et cinq (5) par région respectivement.
- **Août-septembre 2008** : Elaboration en français et en anglais des Guides de l'Enseignant du MINEDUB et du MINESEC en vue de l'utilisation du Cahier Pédagogique pour l'éducation aux droits de l'homme.
- **17-18 décembre 2008** : Formation de soixante (60) Inspecteurs Régionaux de pédagogie (30 pour le MINEDUB et 30 pour le MINESEC) en vue de l'utilisation du Cahier Pédagogique et des Guides de l'Enseignant pour l'éducation aux droits de l'homme.
- **23 décembre 2008** : Lancement officiel du Programme national d'éducation aux droits de l'homme au Cameroun pour le MINEDUB et le MINESEC par le Ministre des Enseignements Secondaires et remise des manuels aux deux ministères (1450 exemplaires) par la CNDHL.

Il faut aussi noter que cette distribution de manuels se poursuit au quotidien dans d'autres cadres à l'instar des ateliers de formation que la CNDHL organise pour les Enseignants et de ceux organisés par certaines organisations de la société civile avec l'appui de la CNDHL.

- **Janvier 2009** : Lancement du Programme dans les établissements pilotes.
- **05 juin 2009** : Evaluation de la phase pilote du Programme en présence d'un Représentant du Haut Commissariat de Grande Bretagne au Cameroun, de certains Responsables centraux et régionaux du MINEBUB et du MINESEC ainsi que de ceux de la CNDHL et dont son Président.
- **07 février 05 avril 2011** : Formations de cinq cent soixante cinq (565) Enseignants et Responsables administratifs des établissements Pilotes et autres dans les 10 Régions du Cameroun grâce aux Fonds de contrepartie versés par l'Etat en 2009 et 2010.
- **Septembre 2011-février 2012** : Dans le cadre des journées pédagogiques 2011-2012, le MINEDUB a mis un accent sur l'éducation aux droits de l'homme. Cette opération s'est soldée par la formation des milliers d'enseignants sur le territoire national dans le domaine de l'éducation aux droits de l'homme. Pour la région du Centre par exemple, plus de 6.000 enseignants ont été formés.

Par ailleurs, 1000 exemplaires du Cahier pédagogique, soit 600 en français et 400 en Anglais ainsi que 3000 exemplaires des Guides pédagogiques, soit 1500 pour le MINEDUB et 1500 pour le MINESEC avec un quota de 1000 en français et 500 en Anglais pour chaque niveau.

En perspective, la CNDHL envisage la poursuite de la formation des Enseignants sur l'ensemble du territoire à l'initiative des Responsables administratifs régionaux du MINEDUB et du MINESEC, la poursuite de la multiplication des manuels et du plaidoyer pour la prise en compte de l'Education aux droits de l'homme dans les budgets des ministères pour les exercices budgétaires futurs en vue d'une meilleure mise en œuvre du programme.

Pour faciliter cette dynamique, la CNDHL a entrepris en mai 2010 de former les Responsables en charge de la budgétisation et de la planification de tous les Ministères aux droits de l'homme.

Ainsi, la généralisation de l'Éducation aux droits de l'homme pour le MINEDUB et le MINESEC, l'évaluation générale des enseignements menés à cette date au niveau de ces deux ministères et la poursuite du Programme aux niveaux des Universités et des Écoles de formation professionnelle sont les prochaines étapes./-

Source : CNDHL

ANNEXE III : CARTE JUDICIAIRE DE LA REPUBLIQUE DU CAMEROUN

COUR SUPREME YAOUNDE

| TRIBUNAL CRIMINEL SPECIAL | | | | | | | | | | | |
|--|-------------------------------------|-------------------------------------|------------------------------------|--|------------------------------------|-------------------------------------|---------------------------------------|------------------------------------|----------------------------------|--|--|
| RESSORT JUDICIAIRE | | | | | | | | | | | |
| AD | CE | ES | EN | LT | NO | NW | OU | SU | SW | | |
| Cour d'Appel de l'Adamaoua | Cour d'Appel du Centre | Cour d'Appel de l'Est | Cour d'Appel de l'extrême-Nord | Cour d'Appel du Littoral | Cour d'Appel du Nord | Cour d'Appel du Nord-Ouest | Cour d'Appel de l'Ouest | Cour d'Appel du Sud | Cour d'Appel du Sud-Ouest | | |
| - Tribunal Administratif de Ngaoundéré | - Tribunal Administratif de Yaoundé | - Tribunal Administratif de Bertoua | - Tribunal Administratif de Maroua | - Tribunal Administratif de Douala | - Tribunal Administratif de Garoua | - Tribunal Administratif de Bamenda | - Tribunal Administratif de Bafoussam | - Tribunal Administratif d'Ebolowa | - Tribunal Administratif de Buéa | | |
| TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE (TGI) | | | | | | | | | | | |
| TGI VINA | TGI MFOUNDI | TGI LOM ET DJEREM | TGI DIAMARE | TGI WOURI | TGI BENOUE | TGI MEZAM | TGI MIFI | TGI MVILA | TGI FAKO | | |
| | | | | TGI MOUNGO | | | | | TGI MEME | | |
| TRIBUNAUX DE PREMIERE ET DE GRANDE INSTANCE JUMELES (TPGI) | | | | | | | | | | | |
| TPGI Tignère | TPGI Mbalmayo | TPGI Abong-Mbang | TPGI Mora | TPGI Edéa | TPGI Guider | TPGI Ndop | TPGI Fouban | TPGI Ambam | TPGI Bangem | | |
| TPGI Banyo | TPGI Akonolinga | TPGI Batouri | TPGI Kaélé | TPGI Yabassi | TPGI Tcholliré | TPGI Kumbo | TPGI Bafang | TPGI Kribi | TPGI Manfé | | |
| TPGI Meiganga | TPGI Bafia | TPGI Yokadouma | TPGI Kousseri | | TPGI Poli | TPGI Mbengwi | TPGI Bagangté | TPGI Sangmelima | TPGI Mudemba | | |
| TPGI Tibati | TPGI Eséka | | TPGI Mokolo | | | TPGI Nkambé | TPGI Dschang | | TPGI Menji | | |
| | TPGI Mfou | | TPGI Yagoua | | | TPGI Wum | TPGI Mbouda | | | | |
| | TPGI Monatélé | | | | | TPGI Fundung | TPGI Bandjoun | | | | |
| | TPGI Nanga-Eboko | | | | | | TPGI Baham | | | | |
| | TPGI Ngoumou | | | | | | | | | | |
| | TPGI Ntui | | | | | | | | | | |
| TRIBUNAUX DE PREMIERE INSTANCE (TPI) | | | | | | | | | | | |
| TPI Ngaoundéré | TPI Yaoundé-Centre-Administratif | TPI Bertoua | TPI Maroua | TPI Douala-Bonanjou | TPI Garoua | TPI Bamenda | TPI Bafoussam | TPI Ebolowa | TPI Buéa | | |
| | TPI Yaoundé-Ekounou | | TPI Makary | TPI Douala Ndonkoti | TPI Touboro | TPI Batibo | TPI Foubot | TPI Djoum | TPI Limbé | | |
| | TPI Yaoundé-Mendong | | TPI Doukoula | TPI Douala Bonabéri | | TPI Bali | | TPI Bengbis | TPI Munyuka | | |
| Récapitulatif : 01 Cour Suprême 01 Tribunal Criminel Spécial 10 Cours d'Appel 10 Tribunaux Administratifs 12 Tribunaux de Grande Instance 46 Tribunaux de Première et de Grande Instance 29 Tribunaux de Première Instance | | | | 01 Parquet Général Cour Suprême 01 Parquet Général Tribunal Criminel Spécial 10 Parquet Généraux Cours d'Appel 03 Parquets d'Instance Autonomes 46 Parquets de Première et de Grande Instance 20 Parquets Autonomes | | | | | | | |
| | | | | TPI Mbanga | | | | | TPI Tiko | | |
| | | | | TPI Nkongsamba | | | | | TPI Kumba | | |
| | | | | | | | | | TPI Tombel | | |

Source : MINJUSTICE (Mise à jour du 25 juin 2012)

Légende :

AD : Adamaoua LT : Littoral SU : Sud
 CE : Centre NO : Nord SW : Sud-Ouest
 ES : Est NW : Nord-West
 EN : Extrême-Nord OU : Ouest